

POLITIQUE DE SECURITE ET DE DEFENSE COMMUNE

Mission civile EUCAP Sahel Mali

Mise à jour : Février 2020

Lancée le 15 janvier 2015 à l'invitation des autorités maliennes, la Mission EUCAP Sahel Mali est basée à Bamako et assiste le gouvernement Malien dans la réforme du secteur de la sécurité (RSS) pour permettre la restauration de l'Etat de droit sur l'ensemble du territoire.

Contexte

En 2012-2013, la crise au Nord du Mali a laissé une grande partie du pays sous contrôle de diverses factions armées révélant les difficultés de l'Etat à assurer son autorité sur le territoire national. Bien qu'un accord de paix ait été conclu en 2015, le contrôle gouvernemental n'a pas été rétabli dans tous les domaines et la stabilité demeure fragile. Au cours des dernières années, la crise sécuritaire a changé de nature et s'est déplacée vers le Centre du pays. Les conflits intercommunautaires, l'extrémisme religieux ou les activités criminelles, parfois liées aux trafics illicites, sont à l'origine de la majorité de ces incidents. Cela souligne la nécessité d'améliorer les capacités institutionnelles et pratiques de gouvernance pour que chaque citoyen malien, en tout point du territoire, puisse bénéficier des mêmes accès aux services de l'Etat, qu'ils soient sociaux, de sécurité ou de justice.

Le rétablissement de la sécurité et d'une paix durable au Mali revêt une importance cruciale pour l'Afrique et l'Europe. EUCAP Sahel Mali constitue donc un élément important de l'approche régionale de la stratégie de l'Union européenne pour la sécurité et le développement au Sahel. Ainsi, outre la coordination avec la Mission militaire EUTM et les autres acteurs présents au Mali, elle coopère également avec les autres missions PSDC de la région, EUCAP Sahel Niger ou EUBAM Libye. Elle appuie ainsi le processus de régionalisation des actions PSDC pour les pays du G5 Sahel.

Mandat

Assister et conseiller les Forces de Sécurité Intérieure maliennes dans la mise en œuvre de la réforme de la sécurité (Police, Gendarmerie, Garde nationale) fixée par le gouvernement, pour :

- améliorer leur efficacité opérationnelle ;
- rétablir leurs chaînes hiérarchiques respectives ;
- renforcer le rôle des autorités administratives et judiciaires en matière de direction et contrôle de leurs missions ;
- faciliter leur redéploiement au Centre et au Nord du pays ;
- développer, en coordination avec le G5 Sahel, leurs capacités de coordination régionale.

Son mandat non exécutif comprend deux volets : Conseil stratégique et Formation, répondant aux besoins opérationnels des trois Forces de Sécurité Intérieures (FSI) maliennes : garde nationale, gendarmerie nationale et police nationale.

Pour ce faire, elle coordonne son action avec les autres acteurs internationaux, parmi lesquels la Mission de formation de l'Union Européenne (EUTM) et la composante police de la MINUSMA (UNPOL).

Elle est présente au niveau central, auprès des autorités ministérielles et des forces et conduit des activités d'appui dans les régions, avec accent sur le Centre du pays.



FAITS ET CHIFFRES

Lieu : République du Mali - Bamako

3^{ème} Mandat: jusqu'au 14 janvier 2021

Chef de Mission : Philippe Rio (France)

Personnel : 143 Européens et 52 Maliens

Contributeurs: 18 États Membres de l'UE – 3 États partenaires

Budget : 35,5 millions d'euros pour 2019



Activités

- Soutien aux FSI et aux ministères pour moderniser leur gestion des ressources humaines.
- Formations des cadres et spécialistes de la Garde, de la Gendarmerie et de la Police nationale.
- Renforcement des capacités dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé et la gestion des frontières.
- Soutien au retour des FSI dans les régions fragilisées : Centre et Nord.
- Rapprochement FSI - population : coopération avec la société civile et facilitation du dialogue avec les FSI.
- Intégration des Droits de l'Homme et du Genre dans l'ensemble des cursus de formation.
- Coordination et coopération avec les autres acteurs internationaux et européens présents au Mali.
- Contribution au processus de régionalisation PSDC : ouverture graduelle de certaines activités d'EUCAP Sahel Mali à d'autres pays du G5 Sahel.

Bilan 2015-2019

- **Conseil stratégique** : appui au renforcement du cadre réglementaire et normatif sécuritaire et à sa mise en œuvre (Politique Nationale des Frontières, Plan de Sécurisation Intégré des Régions du Centre, Plan d'action pour la Stratégie Nationale de Réforme du Secteur de la Sécurité – PSIRC). Soutien à la mise en œuvre des systèmes informatisés de gestion des RH des FSI.
- **Formation** : environ 9000 personnes formées depuis 2015 : formations spécialisées (Police Technique et Scientifique, Maintien de l'Ordre, Renseignement, Droits de l'Homme...), formations des formateurs afin de renforcer une appropriation locale, et stages pré-déploiement dans le Centre. Des formations conjointes sont menées avec la MINUSMA depuis 2015.
- **Contre-terrorisme et Criminalité organisée** : renforcement des capacités des unités telles que la Brigade d'Investigation Spécialisée, l'Office Central de Stupéfiants et la Force Spéciale Anti-terroriste. Ce soutien vise également à renforcer les capacités de la Composante Police malienne au sein de la Force Conjointe G5 Sahel.
- **Frontières** : soutien au renforcement des capacités en matière de gestion des frontières au niveau ministériel (politiques et stratégies), au niveau de l'administration (décentralisation des services) et au niveau des FSI (formation, renforcement des infrastructures).

Perspectives 2020

Le mandat de la Mission a été prolongé jusqu'à janvier 2021. Les priorités demeurent la gestion des ressources humaines, la lutte contre le terrorisme et le crime organisé et la gestion des frontières. La gestion logistique sera développée et l'accent sera mis davantage sur la « formation des formateurs » afin d'accroître la durabilité. La formation et le conseil seront renforcés par des activités de suivi, afin d'assurer la cohérence et l'efficacité du soutien d'EUCAP et d'offrir une formation in situ supplémentaire si nécessaire. EUCAP vise à soutenir le plan de sécurité du gouvernement malien dans les régions du Centre (PSIRC) par une présence renforcée axée sur cette formation et ce suivi (accompagnement).



La **politique de sécurité de défense commune (PSDC)** de l'Union européenne inclut la définition progressive d'une politique de défense commune qui pourrait conduire, le moment venu, à une défense commune. La PSDC permet à l'Union européenne de développer ses capacités civiles et militaires de gestion des crises et de prévention des conflits à l'échelle internationale. Elle contribue ainsi au maintien de la paix et à la sécurité internationale, conformément à la charte des Nations unies. La PSDC comprend une importante composante « prévention des conflits ».

Basée à Bruxelles, la **Capacité civile de planification et de conduite (CPCC)** est la structure permanente chargée d'assurer de façon autonome la conduite opérationnelle des opérations civiles menées au titre de la PSDC. Placée sous le contrôle politique et la direction stratégique du Comité politique et de sécurité, et sous l'autorité générale du Haut Représentant, la CPCC assure la planification et la conduite effectives des opérations civiles de gestion de crises relevant de la PSDC, ainsi que la mise en œuvre appropriée de l'ensemble des tâches liées aux missions.

D'autres informations et documents de référence figurent aux adresses <http://www.eeas.europa.eu/csdp> et eeas.europa.eu.